

Bruxelles, le 2 octobre 2008

## **Alain DESTEXHE et Rudy AERNOUDT**

présentent

### **« Comment l'État gaspille votre argent »**

**Mauvaise gestion, clientélisme... en finir**

(Vif Éditions)

Ils plaident pour un État efficace, une réduction radicale des dépenses publiques et des impôts afin d'augmenter le pouvoir d'achat de tous les Belges. Ils proposent une méthode pour la réforme de l'État basée sur l'efficacité.

### ***Voyage au cœur d'un État gaspilleur***

Plus de la moitié de l'économie belge passe entre les mains de l'État. C'est beaucoup plus que dans la majorité des pays européens. Si l'argent public était géré de façon optimale, chaque belge pourrait payer 3.000 € de moins chaque année aux impôts tout en recevant un service de meilleure qualité.

Preuve à l'appui, des communes au fédéral, des écoles aux régions, tant en Flandre qu'à Bruxelles et en Wallonie, Destexhe et Aernoudt proposent un voyage édifiant au cœur de l'État : ses gaspillages, son inefficacité, son clientélisme et parfois sa corruption.

Exemples :

Communes : opacité de la gestion (les autorités de tutelle n'ont rien vu ou voulu voir à Charleroi) ; mécanisme de financement incitants à la mauvaise gestion et au déficit ; organismes semi occultes comme le CRAC ; personnel pléthorique ; politisation à outrance ; absence de *benchmarking*.

Provinces : coût exagéré ; pas de compétences spécifique et chevauchement avec d'autres niveaux de compétences ; excès de personnel (Liège et le Hainaut ont plus de personnel administratif que toutes les provinces flamandes).

Bruxelles : pléthore de structures publiques ; paralysie de la décision politique (urbanisme, mobilité...) vu le nombre d'élus en charge de la même matière (8 ministres pour 21 compétences morcelées, 33 élus en charge de la culture, 425 membres de cabinets, 133 aides aux entreprises, 33 opérateurs immobiliers publics...) ; coût politico-administratif dix fois supérieur par habitant à la Flandre.

Flandre : échec de la Beter Bestuurlijk Beleid ; nombre de fonctionnaires en augmentation ; politique cynique d'attribution de marchés publics (un seul contrat de consultance sur 67 a été jugé légal). La Flandre n'a aucune leçon à donner, elle est seulement plus riche que la Wallonie.

Communauté française : un rapport entre le coût du système d'enseignement et la qualité des performances, le moins bon de la planète ; un refinancement gâché et un gaspillage édifiant de moyens publics abondants pour cet enjeu majeur.

Wallonie : étouffée par le secteur public et la politique de subsides. 38% des Wallons travaillent dans le secteur public au sens large ; chaque visiteur du PASS coûte 87 euros ; une administration inefficace.

Fédéral : échec de la réforme Copernic pourtant basée sur de bonnes intentions.

Partant de leurs constats argumentés, les auteurs font des propositions concrètes dans chaque domaine abordé : publication des profils Dexia des communes, absorption des CPAS par ces dernières, suppression des provinces, diminution des structures à Bruxelles, réduction radicale des subsides en Wallonie, réduction des cabinets, dépolitisation à tous les niveaux.

Constatant la paralysie de la réforme de l'État, ils prônent une méthode simple basée sur l'efficacité (étrangement absente des discussions). **Une compétence doit être automatiquement régionalisée ou fédéralisée si elle entraîne un gain d'efficacité publique de 20%** (un meilleur service avec moins de moyens).

Les auteurs mettent en avant **3 priorités** :

1. Réduire pendant deux législatures l'impact du secteur public de 1 % du PIB chaque année, jusqu'à atteindre 40 % à comparer avec 49 % actuellement.
2. Réduire l'effectif du secteur public de 25.000 unités par an (par des départs volontaires ou à la retraite et donc sans licenciement) jusqu'à atteindre 600.000 agents publics (nombre basé sur la moyenne de l'Union européenne), à comparer avec les 820.000 agents aujourd'hui.
3. L'effet combiné des ces deux points doit permettre de réduire les charges fiscales de 3 % par an, durant dix années consécutives, avec l'objectif de réduire la pression fiscale et parafiscale de 30 % d'ici 2020.

Destexhe et Aernoudt défendent un État performant, svelte, non corrompu et des services publics efficaces. Le fonctionnement clientéliste de l'État mine en profondeur la démocratie. Voici les bases d'un projet pour rompre avec la mauvaise gouvernance, la politique des clans et des lobbies, au nom de la démocratie. **Une politique qui améliore le pouvoir d'achat et la vie de tous les Belges : Bruxellois, Flamands ou Wallons**, bien davantage que toutes les réformes de l'État qui ont été ou sont proposées. Un projet qui est rendu encore plus nécessaire au vu du ralentissement économique qui s'annonce.

**Alain DESTEXHE**, médecin et diplômé de « sciences-po », ex-secrétaire général de Médecins Sans Frontières, est sénateur et député bruxellois (MR).

**Rudy AERNOUDT**, professeur d'économie et philosophie, a été chef de cabinet en Flandre, en Wallonie et au fédéral.

#### **Contacts :**

**Alain Destexhe – 0475/96.06.70.**

**Laurent Galas – Attaché de presse du Sénateur Alain Destexhe – 0475/94.86.85.**

**Rudy Aernoudt – 0495/26.65.96.**

**Els Van Huysse – Roularta – 0476/84.01.36.**